

CONSEIL FÉDÉRAL 29/03/2024

MOTION DE SOUTIEN À NOS COLLÈGUES SOIGNANT.ES ET TRAVAILLEURS-SES DU SOCIAL.

Depuis maintenant plus de 45 mois, outre l'effroyable nombre de 37 000 morts, dont 70 % de femmes et d'enfants, 732 personnels soignants ont été victimes d'attaques 317 tués ; 246 établissements de santé ont été délibérément ciblés, 30 hôpitaux sont hors service. Plus de 100 personnels soignants ont été arbitrairement emprisonnés et torturés. 10 000 patient-es souffrant de cancer n'ont pas accès à leurs traitements. Le taux d'occupation des rares hôpitaux restants s'élève à 400 % ; ils abritent un spectacle d'horreur d'après l'envoyé de l'OMS qui parle de « bain de sang, de carnage... difficile à croire ». Et les chiffres ne représentent même pas la réalité de la souffrance subie.

D'après l'OMS, nos camarades du collectif Blouses Blanche pour Gaza et de nombreuses associations comme Palmed, les médicaments, le matériel médical même de première urgence et la nourriture n'arrivent pas ! Nos collègues qui partent à Gaza cachent des médicaments dans leurs bagages par peur de se faire réquisitionner. Les retours que font les personnels de santé qui rentre de Gaza sont innommables. Elles et ils sont traumatisé-es des horreurs et de la cruauté vues à travers les blessures et la souffrance des civil-es en Palestine. Des amputations sans anesthésie, des traitements non adaptés aux pathologies, des épidémies dues aux conditions sanitaires déplorables réapparaissent. Pour exemple l'hépatite B qui pourrait être traitée mais les traitements sont inaccessibles à Gaza.

C'est pour cela que nous, Soignant.es et travailleur-ses sociaux, par la déontologie même qui nous anime dans nos professions, choisissons de dénoncer ces exactions. Aujourd'hui notre Fédération apporte toute sa Solidarité à nos collègues Gazaouis ainsi qu'à tous et toutes les humanitaires qui les soutiennent ! Cet appel ne concerne pas seulement le soutien aux syndicats. Il s'agit d'un appel à l'essence même de notre profession - l'engagement envers l'humanité. Nous faisons appel à la compassion qui nous anime en tant que professionnels et professionnelles de la santé et à la force collective inhérente à la solidarité syndicale.

La Fédération SUD Santé Sociaux demande aux Pays Frontaliers de faire ouvrir immédiatement des points de passage afin d'acheminer du matériel médical pour que nos collègues puissent prendre en charge tous les civil.es comme le prévoit le droit International. La Fédération SUD santé sociaux demande au gouvernement français de se positionner de manière à permettre un cessez le feu juste et durable. Et nous serons attentifs à ce qu'il n'y ait pas d'ingérence des état européens pour permettre une paix juste et durable par et pour le peuple.



Nous demandons à ce que l'ONU mette en place des dispositifs pour que la FAMINE cesse et que les camions d'aides humanitaires bloqués aux frontières aient des points de passage sécurisés ! Les civil.es se nourrissent de cadavres d'animaux, de reste de farine mélangé à la poussière des bombes et des bâtiments détruits.

Nous demandons à ce que nos collègues emprisonné.es sans jugement soient relâché.es et traité.es dignement comme le prévoit le droit International.

Nous demandons qu'une cellule de prise en charge psychologique soit mise en place pour le retour de nos collègues et de tous-tes les rapatrié.es de ce génocide...

Nous demandons à la France de prendre ses responsabilités, aux ordres des médecins, aux ordres infirmiers de s'indigner, aux députées, Sénatrices et Sénateurs, et au Président de la République de faire appliquer immédiatement et sans condition la décision votée par l'ONU le 25 mars 2024 !

**LA FÉDÉRATION SUD SANTÉ SOCIAUX SERA TOUJOURS
EN SOUTIEN DES PEUPLES OPPRIMÉS !**

